Juillet – Septembre 2015

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Bureau régional pour l'Afrique

BULLETIN TRIMESTRIEL

POUR UNE AFRIQUE LIBÉRÉE DE LA FAIM

M. Abebe Haile-Gabriel
Nouveau Représentant régional adjoint de la FAO pour l'Afrique et Représentant au Ghana

Le nouveau Représentant de la FAO affirme son soutien en faveur d'un programme renouvelé pour l'Afrique

Le nouveau Représentant régional adjoint pour l'Afrique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), M. Abebe Haile Gabriel, a exprimé sa volonté d'appuyer le programme de l'organisation visant à assurer une meilleure mise en œuvre des programmes aux niveaux national et régional à travers son Cadre stratégique et mécanismes d'action.

M. Abebe, qui est également Représentant de la FAO au Ghana, a déclaré dans une entrevue accordée à l'équipe de la Communication de RAF à Accra que la politique de décentralisation de l'organisation signifie que beaucoup de travail doit être fait et des résultats sont attendus aux niveaux national et régional, avec le soutien du Siège.

« Avec l'accent mis sur le cadre stratégique et en mettant à profit l'architecture de l'organisation et les ressources mobilisées, je crois que je peux apporter une contribution en vue d'assurer que ce processus de transformation soit soutenu pour l'exécution des programmes », a-t-il déclaré.

Les expériences antérieures

Relatant son « expérience similaire » avec la Commission de l'Union africaine (CUA) et l'Union africaine pendant 10 ans, M. Abebe a déclaré : « Je considère aussi mon rôle comme une continuation de ce que je faisais à la Commission de l'Union africaine, mais sous un angle différent ».

Il était Directeur du Département de l'Économie rurale et de l'agriculture qui appuie le programme de transformation de l'agriculture africaine à travers le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) ainsi que la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles.

Les défis liés à la sécurité alimentaire, à l'agriculture et au développement durable en Afrique

M. Abebe a identifié la modernisation de l'agriculture comme un sujet d'importance stratégique puisqu'elle a une incidence directe sur la productivité ainsi que la transformation des produits grâce au développement de la chaîne de valeur. Il a aussi déclaré :

« Les jeunes ne s'intéressent plus à l'agriculture parce qu'elle est considérée comme moins rémunératrice et moins attrayante. C'est à travers la modernisation de l'agriculture et le développement de l'agribusiness et de l'industrie agroalimentaire que les jeunes la verront attrayante et bénéfique. »

M. Abebe a parlé de la transformation des produits agricoles comme d'une

Suite, page 3

Table des matières

Page 1
Le nouveau Représentant régional adjoint de la FAO et Représentant au Ghana affirme son soutien en faveur d'un programme renouvelé pour l'Afrique

Page 2
Lancement de quatre projets de coopération technique pour le ministère de l'agriculture du Royaume du Swaziland

Page 3
La FAO ouvre la voie vers de meilleurs marchés et affaires au Malawi

Page 4
Les parties prenantes s'engagent pour la mise en œuvre des VGGT en Sierra Leone

Page 5
La FAO encourage la formation visuelle sur le jardinage domestique et la nutrition

Page 5
Des élèves du secondaire enthousiasmés après une sortie scolaire

Page 6
Visite du Directeur général de la FAO au Swaziland

Page 7
Visite du Directeur général de la FAO au Cameroun

Page 9
La FAO encourage une meilleure gestion des ressources naturelles en Angola

Page 11
Célébrations FAO-RAF – Qu'en savez-vous ?

Page 12
XIVè Congrès forestier mondial

Lancement de quatre projets de coopération technique pour le ministère de l'Agriculture du Royaume du Swaziland

Le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, remettant officiellement les documents de 4 projets de coopération technique au ministre de l'Agriculture, Moses Vilakati, à Motshane au Swaziland

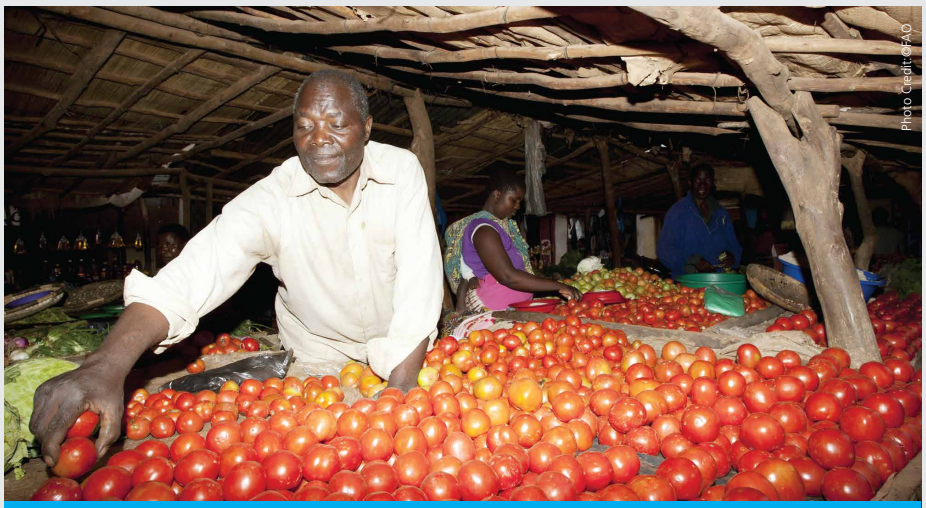
Les 8 et 9 septembre 2015, le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, a effectué une visite officielle de deux jours au Royaume du Swaziland, au cours de laquelle il a lancé, avec le ministre de l'Agriculture, quatre nouveaux programmes de coopération technique de la FAO visant à relever les défis liés au changement climatique.

« Un événement historique et grandement apprécié », a déclaré le Ministre de l'Agriculture, Moses Vilakati, en accueillant Graziano dans le Royaume. Et d'ajouter : « Cette fois, il s'agit de quatre projets, la prochaine fois, ce sera huit ! »

Ces projets, dont la valeur totale est d'un million de dollars, contribueront grandement à la réalisation des objectifs en matière de sécurité alimentaire en appuyant les ménages dans les initiatives agricoles et la production adaptée des fruits et légumes destinés

Suite, page 4

La FAO ouvre la voie vers de meilleurs marchés et affaires au Malawi



Un vendeur de légumes dispose des tomates au marché de la ville de Mchinji au Malawi

La FAO et ses partenaires ont organisé le 12ème Salon national de l'agriculture du 27 au 29 août 2015 à Blantyre, qui a vu la participation d'agriculteurs de Mangochi, de Zomba, de Chikwawa et de Lilongwe. Ce salon annuel a été organisé par le Ministère de l'Agriculture, de l'Irrigation et de l'Aménagement hydraulique en collaboration avec le porte-parole du secteur privé, la Confédération malawite des Chambres de commerce et d'Industrie (MCCCI), sous le thème : « Accélérer l'agriculture pour une transformation économique ». Le salon visait à faire connaître aux agriculteurs et groupes d'agriculteurs les nouveautés en matière de technologie, marché, dispositions financière et autres services pouvant améliorer la productivité agricole.

Les agences des Nations Unies (ONU) ayant activement participé aux activités comprenaient les trois Agences basées à Rome – l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds international de développement agricole (FIDA) – et l'Agence des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes), qui soutiennent conjointement de petits exploitants agricoles. Florence Mkwanda, 37 ans, du village de Nam'goma, domaine traditionnel de Nankumbadu et district de Mangochi, présente ses niébés et ses

Suite, page 3

M. Abebe Haile-Gabriel, nouveau Représentant régional adjoint de la FAO pour l'Afrique et Représentant au Ghana, prononçant une allocution lors de la Journée mondiale de l'alimentation 2015, à Accra, au Ghana

Page 1 (suite)

grande entreprise en pleine croissance dont un bon nombre de personnes en profitent déjà ailleurs. Il a affirmé que l'amélioration de la valeur ajoutée des matières premières demeure un enjeu fondamental, citant le cacao et la production animale à titre d'exemples.

« Plusieurs pays d'Afrique, par exemple, exportent des matières premières pour importer des produits transformés. C'est un peu comme exporter des opportunités de travail. Vous voyez la gravité du problème ? »

Il a appelé les dirigeants africains à faire équipe avec le secteur privé et créer un environnement propice en fournissant les services de soutien nécessaires pour que le continent puisse bénéficier au maximum des opportunités d'agribusiness.

« Les gouvernements doivent investir dans les infrastructures et l'énergie pour faire de l'agriculture une entreprise compétitive. Il devrait également y avoir des mécanismes novateurs pour faciliter l'accès aux crédits d'investissement pour soutenir ces entreprises.

« Et puis, il y a le problème de l'expertise ou de compétences. Notre système d'éducation en Afrique doit être orientée vers la formation de jeunes capables de démarrer des entreprises ».

Améliorer les relations de la FAO avec les partenaires

Le Représentant du pays a déclaré que la FAO continuera à soutenir le gouvernement du Ghana pour atteindre ses priorités et objectifs en matière d'alimentation et d'agriculture. « Je crois que le Cadre de programmation par pays qui a été élaboré en partenariat avec le gouvernement ghanéen continuera de servir comme mécanisme d'action essentiel pour atteindre les priorités et objectifs établis par le gouvernement. Nous continuerons à mieux enrichir et approfondir ce partenariat et cette collaboration », a-t-il expliqué.

Les domaines prioritaires du Ghana

Le gouvernement du Ghana a établi ses domaines prioritaires pour l'agriculture dans le Cadre de programmation par pays. Il s'agit de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, du développement rural et des moyens de subsistance résilients ainsi que de la gestion et de l'utilisation durables de l'environnement et des ressources naturelles.

Ces domaines essentiels sont à la fois interdépendants et intimement liés, le lien entre la production agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition étant particulière-

La FAO ouvre la voie vers des meilleurs marchés et affaires au Malawi

Page 2 (suite)

arachides CG7 bien triés et emballés et parle fièrement de sa première participation au salon.

« J'ai appris à parler aux grandes personnalités comme le ministre qui est venu à notre pavillon [celui de l'ONU]. C'est la première fois que j'ai parlé à un ministre », dit Mkwanda.

Pendant deux jours, Mkwanda, infatigable, a visité différents pavillons comme celui de l'Association nationale de petits agriculteurs du Malawi (NASFAM) où elle a vu comment l'association établit le prix de ses produits pour se maintenir au regard des priorités concurrentes. Et pour Isaac Chafera, 58 ans, du village de Ndeuka, domaine traditionnel de Chimwala à Mangochi, le salon lui a ouvert les yeux et servi de tremplin pour atteindre de nouveaux sommets en matière d'agriculture.

« La mentalité que nous avons chez nous est tout à fait différente de ce que j'ai vu ici chez d'autres agriculteurs. Nous devrons nous retrousser les manches », explique Chafera, membre exécutif de la Coopérative Mthiramanja, forte de 3 500 membres. Le pavillon commun des Nations Unies a attiré de nombreux visiteurs qui se sont vivement intéressés aux produits agricoles. Les agriculteurs ont également pu partager leurs expériences avec d'autres agriculteurs qui ont visité le pavillon.

Le Président de Rab Processors (une entreprise locale céréalière et de fraisage), M. Abdul Gaffar Jakhura, a exprimé à la FAO son intérêt pour les produits des agriculteurs et son désir de les contacter dans un proche avenir. Le Ministre de l'Agriculture, de l'Irrigation et de l'Aménagement hydraulique, Allan Chiyembekeza, invité d'honneur au salon, a visité le pavillon conjoint de l'ONU et a félicité les agriculteurs et les différents exposants pour la qualité de leurs produits. Le ministre a également parlé du changement climatique, exhortant les acteurs du secteur agricole à innover et à s'adapter à l'environnement en mutation en utilisant des technologies modernes.

Le salon de cette année a attiré 110 exposants, le plus grand nombre de participants depuis sa création en 2003.

Depuis 12 ans, le salon est organisé pour, entre autres objectifs, faire connaître aux agriculteurs les nouvelles technologies de production, les mécanismes de commercialisation et les instruments de financement de l'entreprise agroalimentaire et faciliter l'accès aux marchés par les agriculteurs.

Page 2 (suite)

à la commercialisation ainsi que pour l'amélioration de la nutrition en utilisant l'approche des champs-écoles des agriculteurs. Ces projets lancés à travers les programmes de coopération technique (PCT) de la FAO veilleront également à promouvoir la diversification des cultures. Sous l'égide du PDDAA, le pays a élaboré un Plan national d'investissement agricole (PNIA) visant à transformer l'agriculture dans le pays, conformément à l'Agenda 2063 de l'UA et la Stratégie de mise en œuvre de la Déclaration de Malabo. Avec un investissement adéquat, le Swaziland aspire à développer la filière de la pêche, à améliorer la production alimentaire et l'agro-transformation, à augmenter la superficie irriguée et à améliorer la collecte de l'eau ainsi que le système de gestion des connaissances.

« Le transfert de technologie peut transformer un pays et son économie. Nous pouvons élaborer ensemble des programmes de transformation », a déclaré Graziano aux agriculteurs et fonctionnaires réunis au Centre de développement rural de Motshane, au nord du Swaziland. En particulier, la « patata » (comme l'on appelle la patate douce en siSwati) est un aliment que l'on peut promouvoir davantage avec plus de variétés enrichies en vitamines A et E pour que les enfants reçoivent une alimentation plus adéquate.

« Nous pouvons éradiquer la faim en une seule génération », a conclu le Directeur général de la FAO.

LES PARTIES PRENANTES S'ENGAGENT POUR LA MISE EN ŒUVRE DES VGGT EN SIERRA LEONE

Les acteurs du secteur agricole en Sierra Leone ont recommandé au gouvernement d'intensifier son engagement et accroître la participation de tous dans la mise en œuvre durable des Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale (VGGT), au terme d'un forum de deux jours qui a eu lieu les 28 et 29 septembre 2015 à Freetown.

Objectif du forum

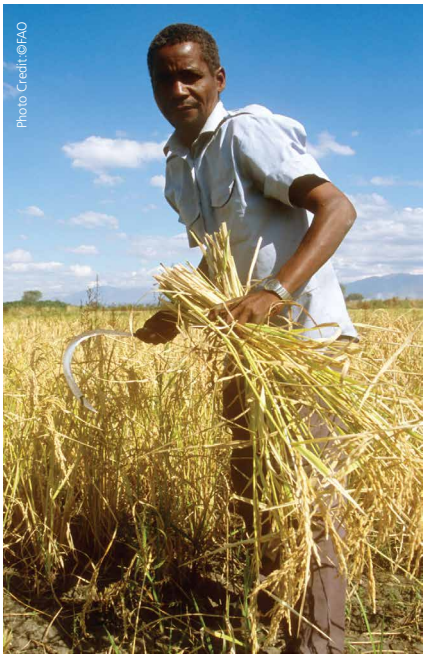
Le forum visait à favoriser une meilleure compréhension des Directives volontaires par les parties prenantes, à mettre ces dernières à jour sur les progrès enregistrés dans leur mise en œuvre et à convenir d'une façon continue d'influencer les politiques, en particulier la finalisation du Projet de politique foncière nationale. Les participants ont reconnu les progrès réalisés dans les douze derniers mois et la quantité importante de travail qui reste à faire dans la mise en œuvre de VGGT. Ils ont cependant recommandé entre autres d'intensifier leur engagement et accroître la participation de tous, en particulier les femmes, le secteur privé, les groupes vulnérables et les jeunes.

Recommandations

Les principaux sujets de préoccupation ont été présentés sous forme de quatorze recommandations, parmi lesquelles la mise à disposition des mécanismes qui soient facilement accessibles, clairs, équitables, peu coûteux et efficaces pour le règlement des différents et plaintes en rapport avec l'acquisition de terres, avec un processus et des coûts administratifs bien définis, tout en veillant à ce qu'ils soient bien communiqués à travers tout le pays. Ils ont également recommandé de renforcer la responsabilité des différents acteurs impliqués dans l'acquisition de terres à grande échelle en simplifiant les processus, en clarifiant les droits et responsabilités, et en augmentant la capacité de mise en application.

En recevant le communiqué, le Procureur général et Ministre de la Justice, Franklyn Bai Kargbo, a réaffirmé l'engagement du gouvernement sierra léonais de mettre en œuvre les VGGT et d'améliorer la législation, les politiques et les règlements en conformité avec les directrices. Bai Kargbo a déclaré que les recommandations du dialogue multipartite ont déclenché l'engagement de tous les acteurs dans le processus de mise en œuvre des VGGT et a fait remarquer que les préoccupations soulevées sont pertinentes au débat mondial sur le développement. Le Représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), M. Gabriel Rugalema, a exprimé sa gratitude pour l'engagement pris par les individus et les institutions et les progrès réalisés dans la mise en œuvre des VGGT en Sierra Leone.

« La Sierra Leone a fait preuve d'audace dans la mise en œuvre des VGGT, et cela veut dire que le pays est sur la bonne voie et est en plein progrès » a-t-il dit. Dr Rugalema a assuré que la FAO continuera à fournir l'appui technique nécessaire pour assurer une mise en œuvre réussie des Directives volontaires. Les VGGT ont été officiellement approuvées par le Comité sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) en mai 2012. Grâce à l'appui technique de la FAO et au



soutien financier de l'Allemagne, la Sierra Leone a lancé, le 1er février 2014, le processus de mise en œuvre des VGGT avec un accent sur les terres, la pêche et les forêts ainsi que les questions intersectorielles comme le genre, les mécanismes de recours et le cadre juridique.

La plateforme multipartite sur les VGGT a été établie à la suite d'un atelier en avril 2014 afin d'en assurer l'appropriation, une large participation et une adhésion politique. Pour appuyer une plateforme plus large et garantir une meilleure appropriation au niveau national, un Groupe de travail interministériel, un Comité de pilotage, un Groupe de travail technique et un Secrétariat des VGGT ont été mis sur pied et administrés par le Ministère des Terres, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement (MLCPE).

La FAO encourage la formation visuelle sur le jardinage domestique et la nutrition

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) encourage un nouveau type de formation visuelle sur le jardinage domestique et la nutrition afin d'assurer la sécurité alimentaire au Lesotho.

La formation de deux jours a permis aux participants de se familiariser avec les techniques agricoles visant à accroître la production alimentaire dans les fermes et parvenir à de saines habitudes alimentaires et à des techniques de conservation des aliments

L'organisation, en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire (MAFS), le Ministère du Développement social (MoS) et l'UNICEF, a facilité la formation sur la nutrition, le jardinage domestique et la protection sociale à 72 fonctionnaires en charge de la nutrition des 10 districts du Lesotho et à 5 représentants des Conseillers communautaires. La formation, qui a duré 2 jours, a permis aux participants de se familiariser avec les techniques agricoles visant à accroître la production alimentaire dans les fermes et à parvenir à de saines habitudes alimentaires ainsi qu'à améliorer les techniques de conservation des aliments.

« L'impact des interventions de protection sociale dans le domaine de la nutrition dépend souvent aussi de l'éducation nutritionnelle », a expliqué M. Yves Klompenhouwer, Représentant de la FAO au Lesotho, lors de la session d'ouverture.

« Il est nécessaire de renforcer le lien entre les programmes de développement agricole et les programmes de protection sociale pour améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire des ménages vulnérables. C'est seulement ainsi que nous pourrons aider à garantir une alimentation adéquate des enfants pour qu'ils mènent une vie saine et active et que leurs familles pourront espérer sortir de la pauvreté », explique M. Klompenhouwer.

Les fonctionnaires en charge de la nutrition se sont également familiarisés avec les concepts de protection sociale et l'intégration de la protection sociale dans leurs activités quotidiennes pour renforcer la complémentarité entre ces deux secteurs d'activité.

« La protection sociale contribue à améliorer la nutrition par la quantité et la qualité de la consommation alimentaire, et de fait, conduire à une augmentation de la diversité alimentaire. La protection sociale est un élément important des approches intégrées pour aborder les déterminants multiples de la malnutrition », a expliqué Benjamin Davis, Économiste principal à la FAO et Chef d'équipe du projet De la production à la protection (PtoP).

Le Lesotho est l'un des six pays pilotes dans lequel le projet PtoP est mis en œuvre depuis 2012 et dont l'objectif est d'évaluer l'impact des transferts monétaires et la complémentarité des secteurs agricoles.

LES ÉLÈVES DU SECONDAIRE ENTHOUSIASMÉS APRÈS UNE SORTIE SCOLAIRE

Promouvoir la pratique de l'agriculture à l'école est un pas dans la bonne direction

De nombreux élèves et leurs enseignants ont été enthousiasmés par les différentes pratiques agricoles qu'ils ont apprises lors d'une sortie scolaire en 2015, et beaucoup d'entre eux sont prêts à mettre en pratique dans leurs écoles et maisons les connaissances acquises.

La sortie, qui est une initiative de l'École secondaire de Gayaza en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), vise à doter les jeunes de compétences pratiques en matière d'agriculture. Bien que cette initiative de Gayaza ait commencé en 2014, pour la sortie de cette année – la deuxième – quelque 300 élèves et 50 enseignants de plus de 30 écoles du pays y ont participé. La nature des activités menées lors de la sortie a permis aux participants de vivre la vie d'entrepreneur agricole pendant les 3 jours qu'elle a duré.

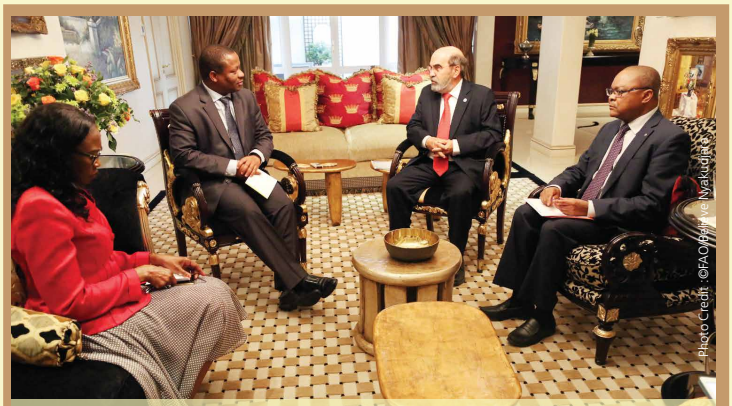
Les enseignants et leurs élèves ont été exposés à des séances pratiques que beaucoup d'entre eux ne pouvaient pas faire seuls. L'objectif pour les enseignants est d'intégrer l'agriculture aux différents programmes de sorte que l'agriculture ne soit pas enseignée comme une discipline autonome, mais à travers tous les différentes disciplines, afin de créer un état d'esprit de développement intégré chez les élèves. Selon M. Ronald Ddungu, le Sous-Directeur adjoint de l'École secondaire de Gayaza en charge des Initiatives pédagogiques et agricoles, le concept de sortie scolaire dans les exploitations agricoles a été créé pour fournir aux étudiants et aux enseignants des compétences pratiques en matière d'agriculture en vue de développer un esprit d'entreprise chez les participants pour les motiver à pratiquer l'agriculture et à transmettre les connaissances à leurs communautés.

La bananeraie de l'École secondaire de mathématiques de Gayaza est un exem-

Suite, page 8

VISITE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL AU SWAZILAND

Le Premier ministre du Swaziland, M. Barnabas Sibusiso Dlamini, accueille le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, en visite officielle au Swaziland



(g. à dr.) La Représentante du Swaziland auprès de la FAO, Mme Njabuliso Busisiwe Gwebu; le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Lutfo Ephraim Dlamini; le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva et le Coordinateur sous-régional de la FAO pour l'Afrique australe, David Phiri

Le Directeur général, José Graziano da Silva, accueilli par un agriculteur local, M. Phillip Shabangu, au centre de développement rural de Motshane à Ngwenya pour une démonstration de chaulage

Ngwennya, Swaziland – Le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, observant la chaux avant une démonstration de chaulage au centre de développement rural de Motshane dans l'ouest du Swaziland

VISITE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL AU CAMEROUN

Le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, en réunion avec le Premier ministre camerounais, Philémon Yang, lors d'une visite officielle de trois jours au Cameroun

Poignée de main entre le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, et le ministre des Relations extérieures, Pierre Moukoko Mbonjo, à la cérémonie de signature de deux accords avec le Cameroun, l'un portant sur un programme de coopération

Échange d'idées entre le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, et les étudiants du centre de formation agricole de Binguela, une municipalité à 32 kilomètres au sud-ouest de la capitale, Yaoundé

Le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, visite un projet d'agrumes dans un centre de formation agricole conçu pour enseigner les techniques agro-pastorales ainsi que la gestion d'entreprise et l'entrepreneuriat aux jeunes

L'école a bénéficié d'une Initiative Telefood de la FAO, qui consiste en une petite subvention pour aider l'école à acquérir des intrants et des installations de production

Page 5 (suite)

ple de l'intégration de l'agriculture à de différentes disciplines et de l'approche scolaire globale pour l'agriculture d'entreprise.

S'adressant aux élèves lors de la cérémonie d'ouverture, le Représentant de la FAO M. Alhaji Jallow, a déclaré que la sortie scolaire dans les exploitations agricoles est une excellente initiative que la FAO continuerait à soutenir, pour doter les jeunes de compétences agricoles et entrepreneuriales.

« C'est passionnant de voir des jeunes exercer cette activité, car depuis de nombreuses années, les jeunes considèrent l'agriculture comme travail pour les gens sans instruction. Soutenir les jeunes comme vous qui apprécient l'agriculture et la considèrent comme entreprise et moyen de subsistance est une noble cause à laquelle la FAO continuera de s'associer », a déclaré M. Jallow.

Pendant l'événement, diverses équipes scolaires ont présenté les nouveaux programmes agricoles qui ont débuté immédiatement après la sortie de 2014.

« Les récits individuels sur ce que les élèves ont pu faire en tant que simples agents de vulgarisation dans leurs communautés et ce qu'ils ont fait dans leurs propres maisons sont très touchants. Pour nous, cela montre que le programme atteint ses objectifs et doit être maintenu », a noté M. Ddungu. M. Moses Baingana, professeur à l'École de Nyakasula à Fort Portal, qui a participé à la sortie avec six élèves a dit que ce genre de sortie est une excellente idée. « La première sortie en 2014 nous avait inspirés et quand nous sommes retournés à l'école, nous avons attribué des parcelles à cultiver aux élèves. Nous avons également acheté des porcelets, établi une porcherie et commencé aussi l'élevage des vaches. Nous avons permis aux élèves de faire ce qu'ils voulaient et nous avons été surpris du zèle de ces jeunes élèves pour l'agriculture », a-t-il encore expliqué.

M. Baingana a annoncé que, dans deux ans, l'école accueillera la sortie à Nyakasula. L'École secondaire de Gayaza et la FAO travaillent ensemble pour veiller à ce que d'autres écoles puissent mettre en œuvre l'idée de jardins scolaires, non seulement pour fournir aux élèves une variété d'aliments nutritifs, mais aussi pour leur permettre d'acquérir des compétences agricoles et entrepreneuriales. « Notre souhait est de voir organiser des sorties régionales : au nord, à l'est, à l'ouest et au centre. Gayaza peut organiser la sortie nationale en fin d'année. Nous pourrons alors voir la participation d'un plus grand nombre d'écoles au niveau régional et les meilleures écoles seront invités à participer à l'événement au niveau national » dit M. Ddungu. La FAO s'est également engagée.

La FAO et l'École secondaire de Gayaza travaillent ensemble depuis un certain temps pour créer des opportunités aux élèves d'apprendre et d'acquérir des compétences en matière d'agriculture tout en contribuant à l'amélioration de leur nutrition.

L'école a bénéficié d'une Initiative Telefood de la FAO, qui consiste en une petite subvention de la FAO pour aider l'école à acquérir des intrants et des installations de production. L'école a reçu une serre pour la production de légumes et une formation sur la production à effet de serre. À ce jour, l'école a cinq cycles de production de tomates à effet de serre. Plus important encore, des élèves de Gayaza et de plusieurs autres écoles (primaires, secondaires et universités) ont visité l'installation et acquis des connaissances et de l'expérience.

La porcherie, où se trouvent plus de 50 porcs, a commencé avec 8 porcelets de races améliorées fournis par la FAO. Les unités de production à effet de serre et la porcherie continuent à fournir des occasions d'apprentissage, contribuent à la nutrition des élèves et génèrent aussi des revenus pour l'école.

L'école a reçu une serre pour la production de légumes et une formation sur la production de serre. À ce jour, l'école a récolté cinq cycles de production de tomates de serre

La FAO encourage une meilleure gestion des ressources naturelles en Angola

L'approche

L'approche de la question foncière par la FAO en Angola est basée sur les principes de dialogue, de négociation et d'action concertée, pour servir de pièces maîtresses pour le concept d'une meilleure gestion, concept qui peut être défini comme la façon dont la société gère l'intérêt général et le bien commun ainsi que les intérêts particuliers de chacun de ses membres, en poursuivant l'équité à la fois dans le processus et dans les résultats. Ainsi, il doit assurer toutes les fonctions des ressources naturelles : alimentaire, économique, écologique, sociale et culturelle.

Dans le Programme foncier en Angola, il a toujours été estimé que le droit de propriété à lui seul risque de dépeindre l'image statique d'une situation qui se doit dynamique, et ne tient pas compte de l'évolution des relations entre les humains et les ressources naturelles. L'approche descendante en matière de gestion des ressources naturelles peut ne pas reconnaître et protéger ces formes d'utilisation des ressources naturelles (comme dans le cas du droit de propriété) qui sont totalement informelles mais essentielles pour la sécurité alimentaire des populations pauvres.

Le programme foncier de la FAO en Angola est mis en œuvre en utilisant l'approche ascendante, en mettant l'accent sur les processus participatifs et en plaçant les communautés au centre de la question.

Avant de discuter d'une meilleure gestion, il faut d'abord reconnaître la diversité des acteurs et les asymétries de pouvoir qui existent entre eux. Ces asymétries conduisent évidemment à des injustices sociales, au manque de développement et aux conflits. En d'autres termes, les déséquilibres de pouvoir entre les parties prenantes dans la question foncière entraînent le monde vers plus de conflits et, partant, vers un situation plus extrême en matière de gestion.

L'expérience concrète

Depuis 1999 le Service des régimes fonciers de la FAO appuie le gouvernement avec l'objectif de résoudre un conflit foncier dans les environs de Luanda et d'engager une réflexion sur la question foncière dans le pays. Plusieurs réunions et débats ont lieu où la reconnaissance des droits de propriété historiques des communautés locales ainsi que les premières mesures d'un programme national foncier ont été discutées.

Depuis 1999, le Service des régimes fonciers de la FAO appuie le gouvernement angolais avec l'objectif de résoudre un conflit foncier dans les environs de Luanda et d'engager une réflexion sur la question foncière dans le pays

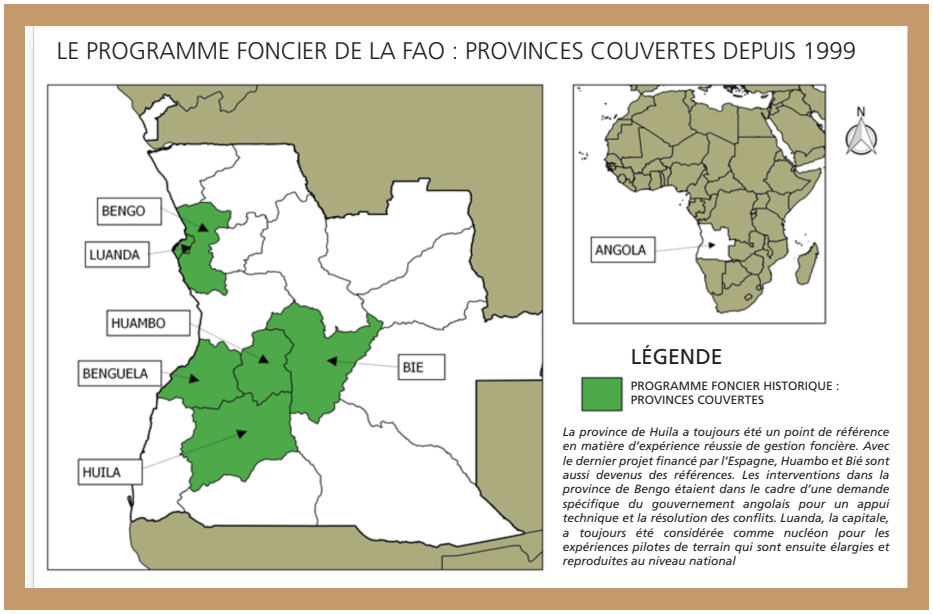
En 2002, lorsque la guerre a pris fin, le gouvernement angolais a commencé un nouveau processus dans laquelle la FAO jouait le rôle de facilitateur et fournissait un appui technique et méthodologique pour la création d'un cadre juridique pour la gestion des terres et l'utilisation des terres rurales. En novembre 2004, la nouvelle Loi foncière (N° 9/04) a été votée et a introduit la reconnaissance des droits coutumiers des communautés rurales sur leurs terres traditionnelles.

En 2006, on a pu démontrer qu'il était important d'adopter une approche cohérente de la question de développement rural et agricole, approche qui devrait être menée par le biais de services directs et l'élaboration de politiques.

Un projet exhaustif de trois ans (GCP/ANG/035/CE) financé par l'Union européenne a été lancé fin 2006 et visait à renforcer les capacités des institutions décentralisées chargées de la gestion, l'utilisation et la sécurité des droits fonciers. Le projet a également mené les premières études sur les expériences pilotes en matière d'inventaire des ressources naturelles, directement abordé les questions du genre liées aux terres et créé un Centre d'études des sols à la Faculté d'Agronomie de Huambo.

Dans le cas de la province de Huila, le programme a beaucoup gagné en visibilité en termes de résultats tangibles grâce à plusieurs facteurs : la proactivité des personnes ressources, des institutions gouvernementales et non gouvernementales et un réseau solide d'OSC et d'ONG qui a apporté sa contribution dans la résolution des problèmes liés à la gestion foncière. Un exercice similaire a également eu lieu dans la province de Huambo, où de nombreux documents de délimitation des domaines communautaires ont été préparés et un premier titre délivré à la communauté Juila avant fin 2008.

Après cela, le projet GCP/ANG/045/GCP financé par l'Agence espagnole a continué dans les provinces de Huambo et Bié. Plusieurs résultats ont été obtenus en termes de gestion des terres (plusieurs communautés ont été légalisées à Bié, terres bien gérées à Huambo). Pour citer juste un exemple montrant que le Programme foncier a obtenu des résultats concrets dans son ensemble, l'on peut brièvement mentionner que les formations, ateliers et conférences sur le



cadre juridique, la méthodologie de délimitation, la gestion des ressources naturelles, le genre, les SIG, l'analyse de l'agriculture familiale, etc… ont renforcé les capacités de plus de 2 500 employés du gouvernement angolais, des OSC et des ONG. De plus, 30 communautés rurales ont obtenu des titres fonciers qui sont publiés au journal officiel (plus de 20 000 hectares de terres communautaires sont protégés et plus de 2 000 familles en ont directement bénéficié).

En outre, 30 autres collectivités ont conclu (ou presque conclu) leurs processus de reconnaissance et sont en attente de l'émission du titre foncier. Des processus de planification des ressources naturelles ont été mis en place au niveau des communautés et plus de 35 études et documents techniques documents, communications et autres types de publications ont été élaborés et publiés, constituant la meilleure bibliothèque sur l'administration et la gestion foncière et l'agriculture familiale en Angola.

Leçons apprises et voie à suivre

L'objectif est d'aller de l'avant, en tenant compte, non seulement de la gestion de la terre comme outil pour protéger les terres et les ressources naturelles, mais aussi en s'assurant que l'approche continue de garantir l'accès aux terres, avec, cette fois, l'objectif de soutenir les communautés à mieux mettre en valeur les terres. La voie à suivre est donc orientée comme suit :

- Les titres fonciers de plusieurs communautés ont été émis et ce n'est que le début d'un processus continu qui vise à faire participer les représentants des communautés aux exercices de planification d'utilisation des terres provinciales d'une manière plus systématique, avec la FAO jouant le rôle de facilitateur.
- À l'heure actuelle, une méthode éprouvée pour la délimitation des terres communautaires, proposée par la FAO, permet, en combinant de nouvelles technologies (SIG, GPS) aux sciences sociales, de réduire les conflits et de développer le capital social et les communautés.
- L'expertise de la FAO devrait continuer, pour faciliter les expériences de terrain en matière de gestion foncière, de développement de l'agriculture familiale et de délimitation des terres communautaires ; il faut aussi continuer la génération de l'information et des documents, le soutien à l'agriculture familiale et continuer à travailler ensemble avec les ONG, les OSC et les institutions gouvernementales à tous les niveaux.

Les récentes réunions nationales convoquées par le Président de la République sur l'accès à la terre, ou les divers processus de délimitation des terres communautaires en cours (y compris dans les communautés de Koi-San) mettent la question foncière au centre du débat national. Dans ce contexte, l'Union européenne a confirmé sa confiance en la FAO de continuer à soutenir le gouvernement angolais dans le cadre du 11ème FED pour l'Angola.

Avec cette approche ambitieuse mais possible, les bases seront jetées pour un développement rural durable et serviront de point de départ pratique pour développer une agriculture durable, en particulier l'agriculture familiale durable, en Angola.

Célébrations

FAO-RAF

Qu'en savez-vous ?

- Cette année marque les 70 ans de la création de la FAO, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Fondée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, elle est l'une des agences spécialisées de l'ONU qui travaille sans relâche pour la survie de l'humanité en assurant la disponibilité de la nourriture et des pratiques agricoles durables. La FAO a donc non seulement lutté pour agir en accord avec sa devise, « FIAT PANIS », mot latin qui signifie : « Qu'il y ait de la nourriture/du pain », mais a aussi travaillé au fil des ans pour un environnement durable.

- La célébration du 70ème anniversaire – qui s'étend jusqu'en décembre 2015 – fait état de ce qui a été au cœur des activités et du mandat de la FAO depuis sa fondation en 1945. Cette célébration coïncide également avec l'objectif de l'Organisation d'éradiquer la faim dans le monde dans les 15 prochaines années (à l'horizon 2030).

- Depuis sa création après la Grande Dépression des années 1930 et la Seconde Guerre mondiale qui ont contribué à une pénurie alimentaire et la faim avec des conséquences dévastatrices, la FAO n'a jamais renoncé à son mandat. Le président américain Franklin D. Roosevelt a donné le ton de la création de l'Organisation quand, en 1943, il a convoqué une conférence sur l'alimentation et l'agriculture à Hot Springs en Virginie, à laquelle 44 gouvernements ont participé. Résultat : deux ans plus tard, le 16 octobre 1945, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a vu le jour et sa première conférence tenue au Château Frontenac en Québec au Canada. Ayant eu son premier siège à Washington DC, la FAO s'est définitivement installée depuis 1951 à Rome en Italie.

- Au fil des années, la FAO a mené plusieurs interventions dans le secteur agricole et alimentaire; interventions qui, dans une large mesure, ont permis de réduire la faim et d'améliorer les pratiques agricoles.

- La stratégie de l'Union africaine et sa feuille de route pour concrétiser la Vision 2025 sur le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA).
  Cette stratégie vise à traduire dans la pratique les objectifs de la Croissance et la transformation accélérées de l'agriculture pour une prospérité partagée et de meilleures conditions de vie, objectifs adoptés lors du Sommet de l'UA à travers la Déclaration de Malabo de juin 2014 ainsi qu'un ensemble d'interventions prioritaires du PDDAA pour en faciliter la mise en œuvre.

- L'Année internationale des sols 2015 et la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques tombent à point nommé car les sols et le climat ont un grand rôle à jouer dans la ' protection sociale et l'agriculture, pour briser le cercle vicieux de la pauvreté rurale '.

- Puisque la FAO marque 70 ans d'existence, il convient de mentionner quelques-unes de ses plus grandes réalisations et interventions qui ont apporté de grands changements à la situation agricole et alimentaire dans le monde. En Afrique, la nécessité d'une pratique agricole durable qui prend en compte la bonne gestion des sols et l'élimination des pratiques qui aggravent les effets plutôt négatifs du changement climatique sont également essentielles.

- Pour marquer les 70 ans de notre Organisation, le Bureau régional pour l'Afrique honorera, au niveau des pays, des individus ou institutions partenaires qui ont collaboré avec la FAO et qui ont apporté une contribution exceptionnelle et remarquable à la réalisation de son mandat.

XIVè Congrès forestier mondial

Photo Credit : ©FAO/Giuseppe Carotenuto

Le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, prononçant son discours lors du dialogue de haut-niveau : Les forêts, essentielles dans la mise en œuvre du programme de développement pour l'après 2015 au XIVè Congrès forestier mondial

Photo Credit : ©FAO/Giuseppe Carotenuto

Le Ministre de l'Agriculture, des Forêts et de la pêche d'Afrique du Sud, M. Senzeni Zokwana; le Vice- Président de l'Afrique du Sud, M. Cyril Ramaphosa et le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, avec la Présidente de la Commission de l'Union africaine, Dr. Nkosazana Dlamini Zuma, au XIVè Congrès forestier mondial

Photo Credit : ©FAO/Giuseppe Carotenuto

Durban, Afrique du Sud – Le Directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, plante un arbre lors du XIVè Congrès forestier mondial

Photo Credit : ©FAO/Giuseppe Carotenuto

Durban, Afrique du Sud – Remise du Prix CPF Wangari Maathai 2015 pour la défense des forêts : M. Bukar Tijani, Sous-Directeur général de la FAO / Représentant régional pour l'Afrique et Gertrude Kabusimbi Kenyangi, XIVè Congrès forestier mondial

ÉVÈNEMENTS:
Améliorer les méthodes d'estimation de la production et de la productivité animales, 7-8 juillet 2015

Accompagner les agriculteurs pour de meilleurs marchés et affaires: la FAO et les Agences des Nations Unies au Malawi montrent la voie à suivre,Blantyre, 27-29 août 2015

Congrès forestier mondial, Durban, 7-11 septembre 2015

BIENVENUE:
Abebe Haile-Gabriel,
nouveau Représentant régional adjoint de la FAO pour l'Afrique et Représentant au Ghana

AU REVOIR:
James Tefft; Yves Klompenhouwer

CONTACT:
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Bureau régional pour l'Afrique
#2 Gamel Abdul Nasser Road
P.O. Box GP 1628 Accra,
Ghana Tél : (+233) 302 610930
Fax : (+233) 302 668427
Email: RAF-ADG@fao.org

© FAO, 2015